

La croissance pourrait dépasser 5% en 2015

■ Le Haut commissariat au plan, dans son Budget prévisionnel 2015, estime à 2,6% le taux de croissance du PIB en 2014 et prévoit 4,8% pour l'exercice en cours.

■ C'est la demande intérieure qui continuerait de tirer la croissance.

■ Le déficit budgétaire se réduirait à 4,5%, tandis que l'inflation s'établirait à 0,8% au lieu de 0,4% en 2014.

Malgré la révision à la baisse, par le FMI, de sa prévision de croissance mondiale pour 2015, les perspectives de l'économie marocaine, elles, s'annoncent plutôt positives. Dans son Budget économique prévisionnel 2015, dans lequel il révisé ses pronostics de juin dernier et affine ses estimations pour 2014, le Haut commissariat au plan (HCP) prévoit pour l'exercice qui s'ouvre une croissance de 4,8%, au lieu de 2,6% en 2014. Cette hausse relativement élevée du PIB serait favorisée, selon le HCP, tant par le bon comportement du secteur primaire (agriculture, forêt et pêche) dont la valeur ajoutée progresserait de 9,3% contre une baisse de 1,7% en 2014, que par les activités non agricoles qui augmenteraient de 4,1% au lieu de 3,4%. Dans

	Estimations 2014	Prévisions 2015
Croissance	2,6%	4,8%
Déficit budgétaire	-5,0% du PIB	-4,5% du PIB
Déficit courant	-6% du PIB	-6,2% du PIB
Dettes du Trésor	64,3% du PIB	63,6% du PIB
Inflation	0,4%	0,8%
Épargne nationale	25,8% du PIB	25,7% du PIB

ce contexte d'amélioration de l'activité globale, l'économie nationale devrait créer environ 173 000 emplois, ce qui, prévoit le HCP, ferait baisser le chômage de 0,2 point en le ramenant à 9,6% de la population active. D'autres variables devraient également s'améliorer, comme la dette du Trésor qui ressortirait à 63,6% du PIB au lieu de 64,3% en 2014, ou encore le déficit budgétaire

qui s'améliorerait à 4,5% du PIB au lieu de 5% en 2014. Certaines autres, en revanche, pourraient évoluer légèrement en sens inverse, malgré (ou plutôt à cause de) l'augmentation du PIB : l'inflation s'établirait à 0,8% au lieu de 0,4% en 2014 et le déficit du compte courant de la balance des paiements à 6,2% contre 6% en 2014.

Ces prévisions, le HCP les

a formulées à partir d'hypothèses qu'on pourrait qualifier de réalistes, voire de prudentes : une bonne campagne agricole (c'est combien de quintaux de céréales une bonne campagne agricole ?), une hausse des recettes touristiques de 1% au lieu de 0,2% en 2014, des transferts de MRE de 1,2%, des recettes des investissements directs étrangers de 10% et de la

demande mondiale adressée au Maroc de 4,5% au lieu de 4,1% en 2014.

Demande extérieure : contribution négative à la croissance en 2014 et 2015

Toutefois, compte tenu du poids de l'agriculture dans le PIB du Maroc (entre 14% et 15%), une récolte céréalière au-dessus de la moyenne, c'est-à-dire au-delà de 75 millions de quintaux, pourrait fort bien porter la croissance en 2015 à 5% voire un peu plus.

Cette croissance, nous dit le HCP, serait tirée par une demande intérieure dont le rythme de progression devrait plus que doubler : 5,4% au lieu de 2,4% en 2014. Comme toujours, c'est la composante "consommation des ménages" qui augmenterait plus fortement (+4,4% contre 3% en 2014) et contribuerait plus substantiellement à la croissance du PIB (+2,6 points au lieu de 1,8 point en 2014). Par contre, l'investissement, appréhendé par la formation brute du capital fixe (FBCF), tout en enregistrant une augmentation non négligeable (+1,9% au lieu de +0,8% en 2014), apporterait une faible contribution à la croissance du PIB (+0,6 point contre +0,2% en 2014) ; ceci s'explique par le poids relativement faible de la FBCF dans le PIB, soit la moitié de celui de la consommation des ménages.

À l'inverse de la demande intérieure, la demande extérieure, après l'éclaircie de 2013 (+1,6 point), contribuerait négativement à la croissance : -1,2 point, après -0,1 point en 2014. Cette évolution, le HCP l'explique par le fait que les importations, en termes réels, s'accroîtraient plus fortement (+7,4%) que les exportations (+6,7%). Et ceci malgré l'amélioration de la demande mondiale qui serait adressée à l'économie marocaine, comme déjà indiqué.

La capacité de financement, une des fragilités de l'économie marocaine

La baisse du taux directeur par deux fois, en septembre et décembre 2014, ne produirait pas un impact significatif sur l'activité. C'est ce qui ressort de l'analyse du Haut commissariat au plan, Ahmed Lahlimi, qui appuie son propos par le fait, entre autres, que le taux de croissance du crédit devrait rester peu dynamique en 2015 (4,2%, contre 3,5% en 2014). Pour lui, c'est plutôt « la contraction » des avoirs en devises qui expliquerait la tendance à la baisse du crédit, considérant l'importance

des devises dans la liquidité monétaire. Ceci amène le patron du HCP à considérer que l'une « des fragilités de notre modèle de croissance » est à chercher dans la faiblesse de l'épargne et donc de la capacité de financement de l'économie. Une situation qu'il explique par « les structures économiques, caractérisées par une réallocation des facteurs de production vers [des produits] non échangeables au détriment des [produits] échangeables » ■

Cela montre à l'évidence la fragilité qui caractérise encore la situation extérieure du pays, malgré les améliorations indéniables enregistrées à ce niveau ces deux dernières années. Le recul, assez significatif tout en restant encore élevé, du déficit courant traduit bien du reste cette amélioration. Mais, rappelez-le pour la énième fois, toute la problématique de l'économie marocaine paraît contenue dans cette... dualité encore difficilement maîtrisable : l'évolution de la demande intérieure semble, dans une certaine mesure, corrélée au rythme des importations. De sorte que quand celle-ci ralentit, celle-là suit à peu près le même mouvement. En 2013, par exemple, le déficit courant a pu être à 7,6% du PIB contre 10% en 2012. La même année, l'investissement a reculé à 0,2% au lieu de 1,6% un an auparavant. En 2014, la FBCF a certes légèrement augmenté à 0,8% et pourrait atteindre 1,9% en 2015, mais on est bien loin des

Prévision de croissance mondiale revue à la baisse

L'économie marocaine en 2015 devrait évoluer dans un environnement international marqué par un ralentissement de la croissance. Le Fonds monétaire international (FMI) vient en effet de réviser à la baisse ses prévisions pour 2015 pour la énième fois depuis avril 2014 : ce serait 3,5% au lieu de 3,8% annoncés en octobre dernier. La banque mondiale est encore plus pessimiste, prévoyant une croissance en 2015 de 3% seulement. Surtout, la deuxième économie du monde, la Chine, devrait connaître un

ralentissement sur lequel de nombreux observateurs s'interrogent : après 7,4% en 2014, le plus bas niveau jamais enregistré depuis l'année 2000, l'Empire du Milieu verrait sa croissance reculer à 6,8% en 2015.

Dans la mesure où ce reflux semble indiquer un changement d'orientation dans la stratégie chinoise de croissance, c'est-à-dire une croissance désormais tirée par la demande intérieure bien plus que les exportations, il en résulterait un tassement dans le commerce mondial ■

niveaux atteints au cours des années 2000 : une moyenne de 8,7% entre 2003 et 2009. De la même manière, la consommation des ménages, avec une progression de 3% en 2013 et possiblement 4,5% en 2015, reste encore en deçà des niveaux de hausse des années précédentes : 5,5% en moyenne annuelle entre 2003 et 2009.

Pourtant, l'inflation, ce redoutable ennemi des ménages, ne fait que ralentir au point que la banque centrale a dû intervenir par deux fois en 2014 pour réduire son taux directeur et, ainsi, encourager la distribution du crédit. Mais il est encore difficile, en tout cas trop tôt, pour faire redémarrer au rythme souhaité la machine à crédit. Il est même

quasiment exclu, on peut le dire, que l'on retrouve les niveaux de croissance du crédit enregistrés par le passé : 15% de progression annuelle moyenne entre 2000 et 2008 contre 3,9% en 2013, 3,5% en 2014 et, prévision du HCP, 4,2% en 2015.

Mais il n'y a pas que le ralentissement des crédits, il y a aussi le reflux des transferts

des MRE consécutivement à la crise qui a frappé depuis 2008 les principaux pays où réside l'essentiel de la communauté marocaine à l'étranger.

La même situation peut être observée à propos de l'investissement. Le fort tassement du BTP depuis 2009 est sans doute le facteur qui a tiré vers le bas l'investissement global, sachant que le BTP est la branche qui, durant des années, a largement contribué à la croissance du secteur secondaire, lequel, il faut le savoir, représente plus de 26% du PIB. Or, en 2014, le BTP n'a enregistré qu'une maigre croissance de 0,4%, en baisse par rapport à 2013 (+1,4%) selon le HCP. C'est une immense dégringolade lorsqu'on compare ces taux de croissance à celui enregistré sur la période 2000-2012 : 6,4% par an en moyenne. Et là, il faut sans doute préciser que c'est surtout la composante bâtiment qui a subi une cure d'amaigrissement des plus sévères... ■

S.A.